

## **2 130 suppressions d'emplois à la DGFIP en 2019 40 000 depuis 2002 : doit-on s'en féliciter ?**

La déclinaison du volume des suppressions d'emplois, pour la Fonction Publique d'État, s'élève à 4 500 pour l'année 2019.

**L'effort contributif de la DGFIP se monte à 2 130  
soit 47,3 % du volume total des suppressions d'emplois**

Une fois de plus, la DGFIP est l'administration la plus touchée. Elle atteint, ainsi, le chiffre inacceptable de 40 000 suppressions emplois depuis 2002.

**Solidaires Finances Publiques estime que cela pourrait conduire la Directrice à proposer la suppression d'une vingtaine d'emplois en 2019 à la DDFIP du Finistère.**

Nous devons nous attendre à de nouveaux transferts et regroupements de quasiment tous les services sur Brest et Quimper, voire au niveau de la région, et la fermeture de nombreuses trésoreries.

Si certains vantent cette contribution au motif qu'elle serait moins importante que ce que l'on pouvait craindre, le constat est tout autre quand on compare aux charges de travail en constante augmentation depuis 2002 sur l'ensemble des missions.

L'estimation faite par **Solidaires Finances Publiques** (15 à 18 000 suppressions d'emplois sur l'ensemble du quinquennat) est basée sur l'effort contributif de ce que subit la DGFIP depuis 2002.

Si on se réfère à l'annonce de 10 000 suppressions en 2020, et la cible de 50 000 à l'horizon 2022, validée par le 1er Ministre, il est fort à craindre que notre estimation devienne dans un avenir proche une réalité.

Au-delà de la querelle des chiffres, qui n'est pas sans incidence sur la qualité des missions, et les conditions de travail des agents, la question est de savoir quelle DGFIP se profile dans les années prochaines.

Notre constat sur la complexité du prélèvement à la source, et sur les nombreuses sollicitations qu'il va générer, sur le besoin des collectivités locales de disposer d'un réseau comptable de proximité, ou encore sur la baisse de la présence du contrôle fiscal (pour ne citer que quelques-unes des missions de la DGFIP), montre que l'affaiblissement de la DGFIP, engagé de longue date, prend les allures de sabotage du service public.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, les missions multiples (gestion de l'impôt, contrôle fiscal, contrôle de la dépense publique, missions foncières et cadastrales, conseils aux collectivités locales...) sont au cœur du fonctionnement de l'État.

Les mettre en danger dans leur fonctionnement et dans leur périmètre, par une politique drastique et dogmatique de baisse des moyens, interroge sur le devenir de l'État social.

**Solidaires Finances Publiques** invite l'ensemble des agents à se mobiliser, dans les prochains mois, afin de protester contre ces décisions qui vont mettre à genoux les Finances Publiques.

